

Samuel DELÉPINE
Université d'Angers
Laboratoire ESO (Espaces et Sociétés)

Populismes européens et antitsiganisme **Héritages et évolutions**

Populismes ?

Tenter de définir le populisme ou les populismes est une tâche ardue et qui nécessite bien plus que quelques lignes. Pour entrer directement dans le sujet qui concerne les évolutions du discours populistes et ses conséquences sur les Roms en Europe, je prendrai, bien qu'imparfaites, quelques caractéristiques attribuées aux populismes. Ici, il serait aisé de penser que l'on parle du « populisme de droite », celui directement lié à la xénophobie, et au rejet de l'« Autre » pour mettre en valeur le peuple originel et dominant. C'est d'ailleurs sur ce rejet d'un « étranger de l'intérieur », le Rom, que porte effectivement l'essentiel de la réflexion. Mais le rejet des institutions supranationales, le sentiment antieuropéens et antimondialistes, qualifié parfois de « populisme de gauche » (Godin,2012) mais qui réunirait sous sa bannière l'ensemble des « populistes » ou désignés comme tels est incontournable pour ce sujet. En effet, au rejet historique du Tsigane pour ce qu'il serait, le conditionnel est important, s'associe le rejet de la superpuissance internationale que constitue l'Union Européenne, celle-là même qui, dans de nombreuses contradictions que je détaillerai, porte le projet d'inclusion d'une minorité rom sur tout le continent européen. Les Roms symboliseraient à la fois l'autre indésirable et les représentants d'un projet supranational, une cible idéale.

1. Du rejet séculaire des Tsiganes à l'antitsiganisme actuel : des passerelles pas si évidentes¹

Il semble logique d'introduire une réflexion sur l'actuel sentiment anti-tsigane qui parcourt l'Europe en revenant sur les racines historiques de ce racisme. Pourtant il ne s'agit pas dans ce texte de traiter des populismes au prisme de l'Histoire et de concentrer l'analyse sur un assez classique « connaître le passé pour mieux expliquer le présent ». Tout d'abord parce que le rejet global des Tsiganes considéré en tant que peuple ou minorité transnationale a réellement vu le jour au XIX^e siècle et a connu sa triste consécration avec les nazis et la solution finale. Auparavant et depuis aussi, malgré de forts processus de catégorisation notamment pendant la période communiste à l'Est de l'Europe ou en France avec la création de la catégorie « Gens du Voyage », le rejet, autant que l'insertion, a plutôt été le fait de manifestations locales liées à la diversité des groupes et des familles. Ensuite parce que notre objectif est plutôt d'expliquer les contradictions de la construction, depuis une vingtaine d'années d'une « question rom » à l'échelle européenne qui redonne vie au rejet anti-tsiganes et de nous concentrer sur cette période et sur son évolution actuelle.

Le génocide des Tsiganes par les nazis durant la Seconde Guerre Mondiale constitue le paroxysme du rejet d'un groupe global, les Zigueuner (Tsiganes) que les nazis n'ont d'ailleurs jamais pu réellement définir ou justifier (Asséo, 2005). Ce qu'on appelle aujourd'hui l'antitsiganisme se veut lui aussi être un phénomène global touchant le manouche, le gitan, le rom considérés comme un tout homogène indépendamment de leurs différences. L'antitsiganisme va de paire avec la mobilisation politique européenne et celle d'association roms nationaliste en faveurs des « Roms/Tsiganes » dans une sorte de « protsiganisme ». C'est bien de ce rejet d'un groupe globalisé dont traite cette contribution mais il convient de ne pas ignorer deux choses. La première est l'existence de rejets et de discriminations plus locales et différenciées et qui ne sont pas le fait d'une conscientisation du rejet d'un groupe ou d'un peuple entier par les discriminants. La seconde est que l'ensemble de ceux que l'on appelle Tsiganes ou Roms aujourd'hui en Europe n'est

¹ Dans ce texte l'emploi du mot Tsiganes est volontaire. C'est le terme « générique » qui a longtemps été utilisé pour catégorisées un ensemble de populations plutôt diverses et confuses pour l'opinion publique (Roms, Manouches, gitans, Kalé, Sinti, Bohémiens...) avant que le mot « rom » ne s'impose très récemment comme terme plus global sur le continent européen. Dans l'ensemble du texte l'emploi de ces deux termes « Tsiganes » et « Roms » seront employés soient pour leur caractère global soient pour désigner le groupe rom d'Europe centrale et orientale. Ces noms « génériques » qui ont favorisé des politiques globales ne correspondent pas aux réalités et aux identités locales des premiers concernés. Les Travellers irlandais aujourd'hui par exemple sont inclus dans les politiques en faveur des Roms au nom de l'établissement d'une minorité européenne culturelle voire sociale. Cela pose question et est d'ailleurs favorable à la montée des populismes.

pas discriminé, rejeté ou exclu et que nombre d'entre eux sont acteurs de la vie des territoires qu'ils occupent ou fréquentent.

L'approche et la posture ne vont donc pas dans le sens d'une réflexion globale sur les Roms en Europe qui seraient tous discriminés ou rejetés. Il faudrait alors se pencher, toujours de façon globale, sur comment trouver des solutions, elles-mêmes globales, et valider de fait l'existence d'un « problème rom » originel or la démonstration ci-après doit justement déconstruire cette problématique.

Je pense en effet que d'envisager ou d'affirmer aujourd'hui qu'il existe une minorité européenne tsigane ou rom unie et répartie sur tout le continent est une erreur et qu'elle est fondatrice, pour la période récente, du sentiment antitsigane qui tend à se propager en Europe. Des mouvements populistes radicaux voire fascistes s'emparent de l'argumentation protsigane globale depuis une vingtaine d'années et développent à partir de ce substrat un antitsiganisme primaire.

L'analyse des populismes européens (surtout centre européens) qui usent aujourd'hui de l'antitsiganisme pour affirmer leurs idées est donc indissociable de l'analyse du sentiment anti-européen.

2. Les « Roms » au cœur d'un « projet européen » inclusif mais... excluant

2.1 Dans le contexte d'une « question rom » européenne

Elle est incontournable, la « question rom ». D'abord mise en évidence par des Roms eux-mêmes qui s'organisèrent rapidement en ONG au début des années 90 quand chutaient un à un les régimes communistes à l'Est de l'Europe, les institutions européennes s'en sont très rapidement emparées dans des objectifs d'intégration, d'insertion, et aujourd'hui d'inclusion pour reprendre l'évolution de la terminologie sur vingt ans et de projets et de lutte contre les discriminations.

Présentée comme homogène cette « question rom » se joue pour les états européens dans lesquels vivent ces 10 à 12 millions de personnes réunies sous le qualificatif « rom ». Elle permet aujourd'hui, aux politiques, de se saisir d'un objet concret, reconnu et surtout global. Certes il s'agit d'une fabrication mais qui s'en souci aujourd'hui ? Elle permet en parallèle d'alimenter des politiques de rejets auxquelles viennent se confronter celle de la prise en charge à tout prix et inversement.

La question rom entretient donc un cercle vicieux. Plus elle est mise en exergue pour la solutionner plus se développe sa récupération et son instrumentalisation politique par les populistes et les nationalistes de tous pays pour

justifier du rejet et pour mettre en avant des valeurs communes et dominantes face un à un mode de vie (souvent confondu avec le nomadisme) différent et qui poserait problème. Politiques de la prise en charge ou des bonnes pratiques et politiques de l'exclusion et du rejet s'opposent mais reposent sur les mêmes fondements : ceux d'une question à régler, d'un problème à solutionner.

La situation des Roms aujourd'hui en Europe, qui ne prête pas à l'optimisme est alors indissociable du contexte européen, de celui de l'Union Européenne qui voit monter scepticisme, rejet et mouvements populistes. Est-il trop tard pour remettre en cause « une question rom » à l'échelle européenne, pour invoquer la diversité des groupes, des familles qui ont évolué au gré des contextes socioéconomiques locaux ?

2.2 Le projet européen pour les Roms comme symbole de la montée des populismes

Il est souvent reproché aux chercheurs qui s'intéressent aux « Tsiganes » de faire le lien entre certains événements de l'actualité concernant les Roms et la seconde guerre mondiale. Comme s'il ne fallait pas exagérer, comme si quelqu'un voulait aujourd'hui les « exterminer », comme si on ne pouvait plus dire sans que soit fait référence au nazisme, sans que l'on victimise à outrance... Ce ne sont pas les actes qu'il faut comparer mais la façon de penser. Or, concernant les Tsiganes, la façon de les penser dans les sociétés européennes aujourd'hui n'a guère évolué depuis l'entre-deux guerres. C'est un fait. Les Tsiganes sont pensés comme une minorité culturelle européenne indépendamment de leur grande diversité et des réalités locales. Ceci conduit au niveau des institutions européennes à faire émerger de nombreux programmes en faveur des Roms. Nous allons bientôt sortir de la décennie (qui devrait s'appeler décennie d'ailleurs) de « l'inclusion des Roms » (2005-2015). Il s'agit de les « inclure » dans tous les domaines de la vie : emploi, santé, scolarisation, logement et de lutter contre les discriminations. Cette posture globalisante est soutenue par des leaders roms et des associations très actives qui militent pour la reconnaissance d'un peuple voire d'une nation. Dans une démarche tout à fait opposée au premier abord mais qui repose sur les mêmes leviers, les « anti-tsiganes » font valoir le danger représenté par une minorité unie, homogène, au fort taux de natalité, auto-marginalisée, différente, criminelle...

Et de ce point de vue, le projet européen pour les Roms, alors qu'une grande partie de ses objectifs est de lutter contre la stigmatisation et les discriminations ce qu'il est difficile de condamner, contribue à maintenir une image des Roms ou des Tsiganes héritées des imageries folkloriques du XIX^{ème} siècle et qui perdurent aujourd'hui. Pour l'historienne Henriette Asséo « l'action européenne sollicite les Tsiganes dans une catégorie abstraite de diaspora, ce qui prolonge la vision des Tsiganes comme nomades qui se jouent des frontières ». Elle ajoute ensuite que « chacun aura pu observer que la perspective ethnique n'entre en ligne de compte que pour justifier que les Tsiganes sont dans un cas trop bien installés et dans l'autre impossibles à installer » (Asséo,2005). Cette dernière opposition, basée

sur l'ethnie, est celle des politiques européennes d'une part et des populistes d'autre part.

Ces deux visions, l'une inclusive et l'autre excluante, de ce que seraient les Roms semblent s'opposer. Pourtant toutes deux reposent avant tout sur une approche ethnicisée et sur l'évidence d'une catégorie homogène que quelques enquêtes de terrains en Europe suffisent à déconstruire. Le facteur commun entre tsiganes d'Europe est d'abord la perception homogène dont il font l'objet, c'est bien là le premier et principal point commun entre le gitan catalan, le manouche ligérien, le traveller irlandais ou le rom bulgare que cette simple énumération suffit pourtant à remettre en cause. Et je ne parle pas ici de la « diversité interne », c'est-à-dire au sein d'un même pays, d'une même ville voire d'un même quartier, une diversité de familles, de pratiques, d'individus tous réunis sous le qualificatif « rom » par d'autres qu'eux, indépendamment ce qu'ils estiment être eux-mêmes. En Roumanie un « rom » sur quatre se déclare tout simplement roumain lors des recensements.

2.3 Les contradictions d'une « prise en charge » des Roms à l'échelle européenne

Dans ce que serait l'avènement de la construction européenne telle qu'elle a été pensée dès la fin de la guerre, les concepts de races, d'ethnies ou d'étrangers de l'intérieur sont censés disparaître au profit d'une cohésion politique, sociale et économique de tous les peuples. Mickael Stewart explique que, normalement, dans ce projet « la modification du poids social de la différence représente a priori un défi marginal » (Stewart, 2014, p378). Malheureusement, au lieu d'être à la marge, cette question est aujourd'hui centrale. Dans un contexte économique difficile, anxiogène et qui alimente un rejet ou au moins un scepticisme vis-à-vis de l'Union Européenne le terreau est favorable aux résurgences des identités nationales, à la peur de l'autre fût-il étranger musulmans pour caractériser la figure considérée comme la plus inquiétante à l'Ouest de l'Europe ou fût-il un étranger de l'intérieur certes mais « étranger » tout de même représenté par le Rom en Europe centrale et orientale.

Il est presque étonnant d'ailleurs de constater l'existence de la prise en charge des Roms et donc de l'acceptation et de la mise en valeur d'une « différence » par l'Union Européenne tant la construction européenne a reposé et repose encore aujourd'hui sur le rejet de ce qu'ont pu être la Seconde Guerre en Europe et l'holocauste. Souci de cohésion sociale et défense de la diversité cohabitent mal et créent une ambiguïté dans l'approche unioniste des Roms. De la condamnation du racisme et des discriminations aux financements de projets spécifiquement « rom », le projet européen d'inclusion des Roms ouvre aussi la porte aux populistes qui y voient un choc culturel possible et une menace à exploiter.

Toutefois la crise ou le contexte économique ne suffisent pas à expliquer la résurgence de mouvements et de politiques anti-roms. Il y participent certes, on pourrait même aller jusqu'à dire qu'ils constituent un excellent alibi à l'expression d'un rejet plus profond, historique et latent qui justifie tout à fait que les chercheurs, pour reprendre notre propos de début de contribution, s'inquiètent des parallélismes avec l'entre-deux-guerres et la seconde guerre mondiale.

Il apparaît d'ailleurs plutôt compliqué pour ne pas dire complexe que de faire un lien direct entre montée des identités nationales et populismes et anxiété dues à l'économie, situation financière... Il serait trop aisé de considérer que l'un est la conséquence inéluctable de l'autre car on peut aussi mettre en avant la compétition entre questions identitaires et questions économiques et, en Europe, les premières ont tendance à prendre le pas sur les secondes.

3. A l'Ouest de l'Europe: Regards colonisateurs sur les « Roms migrants »

3.1 Les « Roms migrants » : de qui parle-t-on ?

Pour éviter les confusions avec les Gens du Voyage ou les Tsiganes en général, l'appellation « Roms migrants » s'est démocratisée en France depuis une dizaine d'années et désigne les Roms venus d'Europe centrale et orientale en France et plus largement en Europe occidentale. En France il s'agit d'environ 20000 personnes essentiellement roumaines et bulgares soit un flux migratoire de petite ampleur inversement proportionnel à sa médiation ou aux craintes qu'il suscite. L'appellation « roms migrants » pose parfois problème chez les professionnels de l'action sociale ou les universitaires. En effet, le mot migrant peut troubler dans un contexte général de méconnaissance de ces populations et de perceptions fausses et historiques sur les nomades, les Tsiganes, les Roms... Ainsi, l'appellation « Roms migrants » peut renvoyer au nomadisme ou à l'errance ce qui n'a pas lieu d'être pour qui connaît le sujet mais « *en dehors des cercles universitaires, la catégorie ethno-juridique de « nomade » n'est toujours pas réellement remise en question* »²

En effet, l'expression qui a pu servir aux intervenants sociaux pour distinguer ces publics dans un premier temps, pourrait être prise dans une acception assez simple de personnes en situation de migration et d'origine rom. Mais le mot « migrant », et pas immigrés, renvoie à ces stéréotypes du voyage alors que les personnes dont il est question sont sédentaires dans leur pays d'origine.

² Cousin, G. (2009). "Roms migrants. Tsiganes Hier, Roms migrants aujourd'hui ?", *EspacesTemps.net*, Dans l'air.

3.2 En France comme en Italie : l'ouverture d'une brèche populiste

En Europe occidentale, la figure de « l'autre » inquiétant et menaçant est, pour les populistes xénophobes, plutôt symbolisée par le musulman immigré et c'est cette figure qui, en quelque sorte, a repris le dessus sur les Roms ces derniers temps. En 2010, année symbole des discours et des mesures contre les Roms migrants, en France comme en Italie, ces derniers sont d'abord perçus comme des étrangers instables et inquiétants. Les politiques s'emparent de cette poignée de migrants sur le plan numérique pour stigmatiser l'immigration en général et la crainte de l'autre. Quant aux pouvoirs en place de l'époque c'est l'occasion d'affirmer leur fermeté en se souciant peu, en France, des confusions et des amalgames entre Roms et Gens du Voyage³.

L'ethnic business dénoncé par Alain Tarrus et qui consiste en la transformation d'une question sociale en une question ethnique a prévalu à l'Ouest de l'Europe quand, à l'Est, les questions des minorités, des identités culturelles par l'ethnie ont toujours été fortement présentes au sein de ce que Leonardo Piasere affirme être un racisme dit « hétéroracisation » qui reproche à l' « Autre » sa race pour en faire un être de fait inférieur (Piasere, 2014, p243).

Pour revenir à l'Europe occidentale il est donc a priori assez surprenant qu'une question ethnique ait pu émerger sur le plan politique et en particulier en France. Malgré le principe républicain de l'unité et de l'indivisibilité il semble le sujet des Roms ait permis de franchir quelques barrières morales et éthiques. Ce franchissement s'est réalisé sans trop de conséquence au-delà de quelques rappels à l'ordre de la commissaire européenne aux droits de l'Homme suite au propos de

³ Lire le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy qui dit entre autres : « 60% des aires de stationnement légales sont prévues. Les Roms qui viendraient en France pour s'installer sur des emplacements légaux sont les bienvenus ». Il propose, en alimentant les confusions, à des citoyens roumains, sédentaires dans leur pays d'origine, de s'installer sur les aires d'accueil réservées au Gens du Voyage, catégorie franco-française.

Nicolas Sarkozy lors du discours de Grenoble en 2010 et de l'appropriation de quelques cas locaux par le Conseil de l'Europe et la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Dans ce populisme à l'occidentale, le regard porté sur la rom mêle à la fois un rejet basé sur la cristallisation des peurs autour de la figure d'un « autre » menaçant et un certain regard colonisateur identique à ce qu'il est en interne pour les Gens du Voyage. Ce regard colonisateur est issu d'un double héritage : celui d'un populisme classique fait d'une « culture supérieure » et hérité de l'Histoire mais aussi celui, en France en particulier, porté depuis toujours à l'égard des Gens du Voyage qui les considèrent comme inférieurs et devant être éduqués. L'instrumentalisation par des personnalités politiques de premier plan de questions sociales au profit de raccourcis ethnico-culturels est un classique dans certains pays d'Europe Centrale et Orientale, c'était moins le cas en d'Europe Occidentale. Le succès de quelques partis extrémistes et populistes n'est pas étranger à ce qu'une parole dite « décomplexée » se libère et soit utilisée à des fins politiques et électoralistes.

Si les ordonnances prises par le gouvernement de Silvio Berlusconi à partir de 2008 concernant le recensement des « nomades » et leur prise d'empreintes digitales ne mentionnent jamais le « rom » pour éviter toute ethnicisation et accusation de racisme, le ciblage des Roms migrants bulgares et roumains est à cette époque on ne peut plus clair.

Il subsiste encore en Europe une précaution sémantique et rhétorique assez hypocrite quand le populisme, au niveau politique, en Europe centrale et orientale est beaucoup plus direct à l'égard des minorités et des Roms en particuliers.

En France, l'expression même de « Gens du Voyage » ne masque-t-elle pas une catégorie ethnique de citoyens à part ? Chacun sait que derrière cette appellation c'est bien des Tsiganes, Manouches et/ou Gitans dont il s'agit.

4. Le populisme anti rom en Europe centrale et orientale

4.1 Du racisme ordinaire...

En Europe centrale et orientale, la question rom n'est pas uniquement une récupération et une instrumentalisation politique comme en Europe de l'ouest. Les

Roms, reconnus comme minorité nationale dans la plupart de ces pays et donc très clairement identifiés comme des citoyens à part constituent une minorité historique et démographiquement importante. Ils représentent parfois presque 10% de la population totale de certains pays (Slovaquie). Pour les populations majoritaires les Roms provoquent un double rejet.

Ils sont d'abord considérés comme des citoyens de seconde zone, cultivant l'entre soi d'une culture jugée automarginalisante, ils seraient un poids pour la société, non éduqués, incapables de s'insérer et sans volonté de le faire. En temps de crise il est facile de leur faire porter la responsabilité de tous les maux de la société. En 2001 l'historien roumain Lucian Boia écrivait dans un chapitre consacré aux...étrangers que « les Tsiganes aujourd'hui constituent la principale obsession des Roumains » (Boia, 2001, p198). Le sociologue Jean-Pierre Liégeois voit dans les discours antiroms du début du XXIème siècle une « réactivation d'un rejet séculaire » (Liégeois,2014). Stigmatisés pour leur marginalité, les Roms couteraient cher en aides sociales sans participer à la solidarité nationale et ne seraient que des profiteurs du système. Les étrangers sont peu présents dans ces pays et les Roms sont la cible idéale pour les populistes dans l'alimentation des peurs : « La menace " étrangère " supposée, contrairement à l'Europe de l'Ouest, ne vient pas ici des immigrants non européens. Ces derniers sont très peu nombreux en Hongrie et s'il existe bien dans l'opinion des préventions individuelles contre les Chinois, les Arabes ou les Africains, ces rares migrants ne constituent pas un enjeu politique important. La cible des populistes hongrois est donc essentiellement la population rom. »⁴

A l'opposé du rom pauvre et assisté par nature se dresse une autre image tout aussi repoussante pour les populistes. Celle du rom bien installé, organisé voire revendicatif. L'organisation des Roms en partis politiques, en associations ne provoque pas plus d'adhésion des populations majoritaires qui s'inquiètent alors que certains s'émancipent et aient quelques fonctions importantes ou de pouvoir. La place du rom est clairement en bas de l'échelle sociale et sur le plan géographique dans son quartier ou dans son village, à l'écart. En Roumanie les quelques riches Roms qui affichent leurs richesses dans les centres-villes sont perçus comme de véritables violeurs d'un espace qui ne leur est pas dédié⁵. A l'exception peut-être du *Lautari*, le musicien tsigane qui correspond aux représentations fantasmée et

⁴ In Alternatives Internationales, « Hongrie : à défaut d'immigrés on vise les Roms ». Pal Tamas. Septembre 2011.

⁵ Delépine (S.), (2007). Quartiers Tsiganes. L'habitat et le logement des Roms de Roumanie en question, L'Harmattan. Collection Aujourd'hui l'Europe. 167p.

positives du tsigane, celui-ci, quoiqu'il fasse et où qu'il vive, constitue toujours un contre-modèle dont il faut se méfier qu'il soit pauvre (profiteur et instable) ou riche (menaçant et forcément suspect).

Entre maintien des Roms au plus bas de l'échelle pour mieux assoir un modèle dominant et la crainte d'une émancipation collective, le rejet des Roms s'inscrit dans un rapport dominant-dominé correspondant au rapport majorité-minorité évidemment toujours favorable à la majorité. De l'utilité politique et sociale du rom pourrait-on dire. Jean-Pierre Liégeois résume ainsi la complexité des représentations sociales à l'égard des Roms : « en fait le Rom est rarement défini tel qu'il est nécessaire qu'il soit pour des raisons politiques et de comportement à son égard » (Liégeois,2014).

Localement ce racisme ordinaire et quasi « institutionnel » trouve des variantes. Ce sont plutôt les formes du rejet qui varient que le racisme lui-même. Ainsi d'un pays à l'autre, d'un territoire à l'autre les formes d'insertion sociospatiales des Roms varient. En Roumanie, très souvent stigmatisée pour son rejet anti-rom, si l'exclusion totale et la ghettoïsation existe parfois, il ne faut pas imaginer non plus une société complètement coupée en deux. Les bazars et nombre d'activités sont toujours occupés, parfois exclusivement par les Roms par exemple, notamment à l'Est du pays, cela crée au-delà de l'activité, un contact permanent avec la population même si les stéréotypes dominent. Les Roms sont parfois partie prenante de l'économie locale, c'est variable selon les territoires et les pays, ce dont les populations majoritaires, qui maintiennent toutefois une distance, ont parfaitement conscience.

4.2... au populisme : l'antitsiganisme comme argument politique en Hongrie

La Hongrie est probablement le pays européen où la politisation du discours anti-rom est la plus affirmée. Cela ne signifie pas forcément que c'est le pays qui exprime le plus de rejet ou de racisme mais il est remarquable en tant qu'exemple car les tenants du discours politique contre les Tsiganes sont au pouvoir avec le premier ministre Viktor Orbán et le parti qu'il représente le Fidesz (Union Civique Hongroise).

Le populisme au pouvoir représente donc l'appropriation du sentiment identitaire, de l'appartenance à un groupe et à une culture dominante comme argument politique. De fait il engendre le rejet de l'autre alors considéré comme une menace (Stewart, 2014). Dans ce contexte les Roms sont perçus comme des étrangers de l'intérieur et rappellent les « ennemis de l'intérieur » qu'ont pu représenter les Juifs dans les années trente. Dans le cas Hongrois le populisme et la défense des valeurs de la nation hongroise se double du rejet de l'Union Européenne et de son projet de communauté d'états et de peuples que j'ai évoqué auparavant. Cette même Union Européenne œuvre, de façon presque contradictoire, à l'avènement d'une minorité rom européenne et ne peut donc, a priori, qu'inspirer du rejet pour les leaders politiques du Fidesz ou du parti d'extrême droite le Jobbik (Mouvement pour Une meilleure Hongrie).

Ce populisme « à la hongroise » est très proche, dans ses racines, des populismes des pays qui l'entourent. La plupart des peuples de l'Europe centrale et orientale ont à reprocher quelque chose à l'Histoire, à celle qu'ils n'ont pas maîtrisée remettant leur destinée à des diplomates et des traceurs de frontières étrangers. Ils se présentent comme des victimes. Les Roumains victimes des Turcs, des Hongrois, des Russes et les Hongrois victimes des Turcs, des Roumains, des Russes et des puissances occidentales dont la France qui ont réduit son territoire lors du traité de Trianon etc, etc... C'est d'abord en invoquant ce statut de victime que s'expriment les nationalismes et les populismes en Europe centrale et orientale, dans les pays d'ex Yougoslavie chacun est le bouc-émissaire de l'autre.

Toutefois si ce populisme centre-européen repose, d'un état à l'autre, sur des piliers communs, c'est en Hongrie qu'il s'exprime politiquement et notamment à travers la figure du rom comme symbole de la menace.

Le parti au pouvoir, le Fidesz est moins vindicatif à ce sujet que le Jobbik qui cible directement les Roms mais ses programmes de réduction des aides sociales ou de surveillance des chômeurs et des allocataires d'aides sociales mis en place en 2011 allant jusqu'à proposer d'envoyer les mauvais citoyens dans des camps de travail ne trompe personne et chacun sait que ce sont les Roms qui sont visés.

Malgré toute la rancœur d'une partie du peuple hongrois face aux étrangers qui l'ont amputé d'une partie de son territoire, malgré toute son inquiétude face à ce que certains considère comme l'impérialisme de l'Union Européenne, contre lequel certains se rebellent à l'image des peuples d'Amérique du Sud face aux Etats-Unis, le seul sujet véritablement porteur pour la défense de son identité reste l'identification d'une menace intérieure, les Roms, car sur les autres sujets, la lutte semble vaine.

5. Du discours à l'action : inquiétudes sur les Roms

5.1 Des mesures antiroms

Tout n'est pas que perceptions sociales dans le rapport des populations majoritaires/populations roms. Le rejet est les actions de discriminations sont aussi réelles, certains groupes fascistes n'hésitent pas à mener de véritables pogroms⁶ ou s'organisent en milice pour surveiller et contrôler les Roms. C'est ce que fait la « garde nationale » en Hongrie qui a multiplié ce type d'action notamment en 2012 ou des milices serbes en novembre 2013 en Serbie. En Slovaquie le gouvernement à, en 2009, décidé de placer les enfants roms des familles les plus démunies dans des internats avec un objectif éducatif qui ne masque pas ce que serait l'incapacité des Roms à éduquer correctement les enfants. En Bulgarie les discours antiroms vont

⁶ Voir le film *Just the Wind* de Benedek Fliegauf, 2012, basé sur des événements commis en Hongrie en 2008 et 2009.

souvent de paire avec les discours anti turcs. Si le parti d'extrême droite Ataka a perdu de son influence récemment (son leader Siderov, au sommet de sa popularité avait appelé à « faire du savon » avec les Roms en 2006⁷), l'actuel premier ministre Boïko Borissov a appelé ses compatriotes en 2009 à se débarrasser du « mauvais capital humain », soient les Roms et les Turcs.

D'autres « solutions » politiques sont prises au niveau locale comme l'érection de murs entre quartiers roms et reste de la ville, on ne compte plus ces initiatives mais l'on peut recenser entre autre : Baia Mare en Roumanie, Kosice en Slovaquie, Usti Nad Labem en République tchèque.

Il ne faut pas s'inquiéter uniquement des actions criminelles de quelques groupes néofascistes violents mais de l'évolution, en parallèle, du discours politique antirom qui va de l'effet d'annonce populaire et électoraliste à la prise de mesures législatives concrètes.

5.2 La propagation des idées populistes antiroms sur Internet

Et si « la toile » constituait le principal danger ? Elle est le lieu privilégié de cette fameuse « parole décomplexée » qui en plus se déploie et se délie sous pseudonyme. Ce ne sont pas tant les blogs ou sites Internet de groupes militants radicaux que les divers forums et autres « lieux » de partage investis par des groupes militants et organisés qui diffusent largement l'antitsiganisme. Ces forums de discussion ou réseaux dits sociaux, permettent d'exprimer des idées radicales qui font école, qui se diffusent facilement, rapidement et auprès d'un très large public. Puisque les Roms sont très souvent présentés comme un « problème » dans les articles de certains médias, ces internautes n'hésitent pas à considérer qu'il n'y a aucune solution, ou qu'il n'y en aurait finalement qu'une, se débarrasser des Roms. Le retour de ces idées définitives fait son chemin, est difficile à mesurer mais les articles sur les Roms comptent toujours parmi les plus commentés. L'escalade n'en

⁷ Il avait alors récolté 21,6% des suffrages lors de l'élection présidentielle et participé au second tour.

finit plus, même les chercheurs spécialistes de la question sont très prudents lorsqu'ils doivent intervenir dans les médias de peur d'alimenter la « question rom ».

Les paroles, a priori sages, du commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe résume le contexte de ce qui a été évoqué » montre toutes les ambiguïtés de la prise en charge européenne, critiquant l'approche ethnique des médias, justifiant la prise en charge ethnique...

« Cette manière irresponsable de présenter les faits peut avoir des répercussions considérables sur la vie de millions de Roms et alimenter des mouvements violents hostiles aux Roms. Bien que les Roms ne soient pas plus enclins à la criminalité qu'un autre groupe, l'insistance avec laquelle les médias mentionnent l'origine ethnique dans les actualités entretient le mythe selon lequel les Roms seraient criminels par nature. Cela n'est pas seulement faux, c'est aussi dangereux, car cela risque d'attiser encore les tensions entre les Roms et la population majoritaire, dans toute l'Europe. La diffusion de cette image négative entrave également les efforts d'intégration : comment pouvons-nous attendre des Roms qu'ils s'intègrent dans nos sociétés si les médias ne manquent pas une occasion de leur rappeler qu'ils sont indésirables ? » Strasbourg 24/10/2013.

Perspectives

Il est assez difficile de dire de quoi sera fait l'avenir dans un contexte assez instable sur le plan économique en Europe mais tout de même stabilisé, et c'était l'un des enjeux de la reconnaissance des minorités par la Communauté Européenne en 1989, en ce qui concerne la paix sur le continent (au moins au sein des frontières de l'UE). Depuis la chute du mur il faut bien distinguer deux périodes en ce qui concerne les Roms : avant et après 2000 soient des dates qui ne sont pas forcément en correspondance avec la crise économique. Les années 1990 furent les années de l'émancipation des Roms, de l'acceptation par les politiques de tout bord ou presque de l'importance de l'inclusion et de la protection des minorités et des Roms en premier lieu. Aussi, même si elle a réellement commencé une vingtaine d'année auparavant, c'est la période de l'émancipation des Roms, de leur organisation en partis politiques, en associations dont quelques une sont des ONG

internationales, de la correspondance de ce mouvement avec leur prise en charge par les institutions européennes. Ces deux derniers phénomènes sont liés, il serait naïf de croire qu'ils ont évolué en parallèle.

On ne peut pas dire que les années 1990 virent l'amélioration globale des conditions de vie des Roms mais la période était au développement des projets « proroms ». Depuis les années 2000 certains états se crispent face à cette situation et comme nous l'avons dit le contexte de crise depuis 2008 n'arrange rien. Ainsi Claire Cossée explique qu'en Hongrie « dans les années 1990, les médias roms étaient (relativement) nombreux et qu'aujourd'hui nous constatons un certain essoufflement...cette situation s'explique par une baisse des financements publics et privés, qui touchent tous les médias des minorités et particulièrement des Roms» (Cossée, 2010).

L'inclusion des Roms a été pensée à tous les échelons du territoire, de l'Union Européenne aux collectivités territoriales mais aujourd'hui ce sont les états qui se désengagent et rompent un processus qui n'a d'ailleurs jamais fait ses preuves faute d'évaluation. Au niveau local, bien que ce soit là aussi un cliché, il ne faut pas négliger la ressource financière que peut représenter un projet « en faveur des Roms » auprès du Fond Social Européen voire du FEDER mais les contrôles font défaut. Quant à l'échelon supra national il n'a de cesse d'être actif et de rappeler à l'ordre les états qui prennent des mesures contre les Roms. L'inévitable escalade en parallèle continue, toujours plus de programmes antiroms dans certains états et toujours plus de sommet sur les Roms, de recommandations, de programmes financés au niveau des institutions européennes.

Ce rapport de force risque de continuer et la montée des violences et des extrémismes peut inquiéter notamment dans un contexte de banalisation du discours antiroms. C'est le cas chez certains politiques mais aussi, et surtout peut-être, dans certains médias, l'hebdomadaire français Valeurs Actuelles a titré sans vergogne « Roms :l'overdose », sa meilleure vente de l'année 2013... Quant aux forums sur Internet et des commentaires des internautes nous avons vu leur influence croissante sur les opinions publiques.

Les perspectives ne sont pas très réjouissantes car l'antitsiganisme progresse dans un néolibéralisme plein de contradictions. Les valeurs droitdelhommistes pourchassent les atteintes aux droits des minorités et se targuent de construire des espaces multiculturels égalitaires et de ce point de vue les Roms sont ultravictimisés mais, les mêmes instances, créent de nouvelles catégories de bonnes pratiques citoyennes, d'obéissance civile, de contrôle qui stigmatisent les pauvres, les chômeurs... et donc assez directement, les Roms. Certains politiques l'ont bien compris et se défendent de jouer la carte ethnique pour exprimer leur rejet mais celui d'une nouvelle classe sociale inadaptée, instable, dangereuse, criminelle...

Ces modifications sémantiques et cette nouvelle rhétorique, « Rom au lieu de Tsigane », « question rom », « criminels pathologiques »... voudraient masquer un antitsiganisme profondément ancré dans les sociétés européennes qui prend aujourd'hui de plus en plus d'ampleur avec la progression des partis populistes, la défense d'une Europe des Nations et des peuples, mais des peuples dominants, ou de l'« identitaire » comme projet politique. Les Roms sont avant tout des nationaux dans leur pays ? Non, ils sont avant tout des Roms et tant qu'ils ne seront perçus que comme tels et non comme des citoyens, des travailleurs, des Roumains, des Bulgares, des Hongrois, des hommes, des femmes, des écoliers... leur instrumentalisation dans les discours populistes continuera.

Bibliographie

Asséo, H (2005) : *L'avènement politique des Roms (Tsiganes) et le génocide. La construction mémorielle en Allemagne et en France*. Le Temps des Médias, Nouveau Monde Editions, 5, 78-91.

Cossée, C (2010) : *Médias tsiganes en France et en Hongrie : re-présentations de soi dans l'espace public*. Revue des Migrations Internationales, vol 26, 57-80.

Delépine, S (2012) : *Atlas des Tsiganes. Les dessous de la « question rom »*. Autrement. Paris.

Godin, C (2012) : *Qu'est-ce que le populisme aujourd'hui ?* Cités, PUF, n°49, 11-25.

Liégeois, J.P (2014) : *Géopolitiques et sociopolitiques : de nouvelles perspectives pour les Roms*. Gallimard, n°677, 38-62.

Piasere, L (2014) : *Qu'est-ce que l'antitsiganisme ?*. In *Roms, Tsiganes, Nomades un malentendu européen*. Karthala (éd), 241-263.

Stewart, M (2014) : *Le populisme et les Roms aujourd'hui : les politiques européennes de différences culturelles*. In *Roms, Tsiganes, Nomades un malentendu européen*. Karthala (éd), 369-397.

